

Discours de John F. Kennedy sur la crise de Berlin (Washington, 25 juillet 1961)

Légende: Le 25 juillet 1961, dans un discours consacré à la crise de Berlin, le président américain John F. Kennedy met en garde l'Union soviétique contre une fausse manoeuvre à Berlin et plaide pour une augmentation des dépenses militaires américaines pour contrer la menace communiste.

Source: Berlin 1961, Document publié par le Département d'Etat 25 août 1961. Paris: Ambassade des États-Unis, 28.08.1961. 42 p. p. 20-28.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_john_f_kennedy_sur_la_crise_de_berlin_washington_25_juillet_1961-fr-35380e02-7274-48eb-983d-75da12be6f5c.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

La crise de Berlin - Rapport du président Kennedy à la nation américaine (Washington, 25 juillet 1961)

(prononcé à la Maison Blanche et radiotélévisé)

Il y a ce soir sept semaines que je suis rentré d'Europe et que je vous ai rendu compte de mes entretiens avec le président Khrouchtchev et avec les autres dirigeants. Ses sombres avertissements quant à l'avenir du monde, son aide-mémoire sur Berlin, les discours et menaces que lui et ses représentants ont faits ultérieurement, et l'accroissement du budget militaire soviétique qu'il a annoncé, ont incité notre gouvernement à prendre une série de décisions et à avoir une série de consultations avec les membres de l'O.T.A.N.

Pour Berlin, comme vous vous en souvenez, il prétend mettre fin, d'un trait de plume, premièrement à nos droits légaux d'être à Berlin, et, en second lieu, à notre possibilité de tenir les engagements que nous avons pris envers les deux millions de citoyens de cette ville. Cela nous ne pouvons le permettre.

Nous savons clairement ce qui doit être fait - et nous entendons le faire. Je voudrais vous parler ouvertement, ce soir, des premières mesures que nous allons prendre. Ces actes demanderont des sacrifices à beaucoup de nos citoyens. D'autres sacrifices seront nécessaires dans l'avenir. De nous tous ils exigeront du courage et de la persévérance dans les années à venir.

Mais si nous et nos alliés nous agissons avec force et unité de dessein, avec une calme résolution et des nerfs solides, usant de modération dans nos propos comme dans nos armements, j'ai le ferme espoir que la paix et la liberté pourront être sauvegardées.

La menace immédiate pour les hommes libres se situe à Berlin-Ouest. Mais cet avant-poste isolé ne constitue pas un problème isolé. La menace s'étend au monde entier. Notre effort doit être également vaste et énergique. Et nous ne devons pas nous laisser impressionner par quelque crise particulière montée de toutes pièces. Nous avons à affronter un défi à Berlin, mais il existe aussi un défi en Asie du Sud-Est, où les frontières sont moins gardées, l'ennemi plus difficile à repérer et les dangers du communisme moins apparents aux yeux de ceux qui possèdent si peu. Nous affrontons un défi dans notre propre hémisphère, et en vérité partout où la liberté d'êtres humains est en jeu.

Laissez-moi vous rappeler que les épisodes de la guerre et les circonstances diplomatiques ont en 1945 laissé le peuple libre de Berlin-Ouest à 177 kilomètres derrière le rideau de fer. Cette carte indique très clairement les problèmes auxquels nous avons à faire face et comme vous pouvez le voir sur cette carte, Berlin-Ouest se trouve à 177 kilomètres à l'intérieur de la région que les Soviétiques dominent actuellement, qui est sous le contrôle immédiat du prétendu régime de l'Allemagne de l'Est.

Nous sommes là à la suite de notre victoire sur l'Allemagne nazie, et nos droits fondamentaux découlant de cette victoire impliquent à la fois notre présence à Berlin-Ouest et la jouissance du droit d'accès à travers l'Allemagne de l'Est. Ces droits ont été confirmés à maintes reprises et reconnus par des accords spéciaux passés avec l'Union soviétique. Berlin n'est pas une partie de l'Allemagne de l'Est, mais un territoire séparé, placé sous le contrôle des puissances alliées. Ainsi nos droits là-bas sont clairs et bien établis. Mais en complément de ces droits, il y a notre engagement de soutenir - et de défendre si nécessaire - la possibilité pour plus de deux millions d'habitants de déterminer leur propre avenir et de choisir leur propre mode de vie. En conséquence, aucun acte du gouvernement soviétique ne peut mettre fin à notre présence à Berlin-Ouest et à notre liberté d'accès à cette ville. Le bouclier de l'O.T.A.N. a été depuis longtemps développé pour couvrir Berlin-Ouest - et nous avons donné notre parole qu'une attaque dirigée contre cette ville serait considérée comme une attaque contre nous tous.

Car Berlin-Ouest, se trouvant exposé à 177 kilomètres à l'intérieur de l'Allemagne de l'Est, entouré de troupes soviétiques et proche des lignes de ravitaillement soviétiques, joue un rôle multiple. C'est plus qu'un

écran de la liberté, un symbole, un îlot de liberté dans une mer communiste. C'est même davantage qu'un lien avec le monde libre, un phare de l'espérance derrière le rideau de fer, une issue de secours pour les réfugiés.

Berlin-Ouest est tout cela. Mais par-dessus tout, et comme jamais auparavant, il est devenu la pierre de touche du courage et de la résolution de l'Occident, un foyer où nos engagements solennels, qui s'étendent à travers les années depuis 1945, et l'ambition soviétique se heurtent actuellement dans une confrontation capitale.

Ce serait une erreur pour d'autres que de considérer Berlin, à cause de sa situation géographique, comme un objectif tentant. Les Etats-Unis y sont; le Royaume-Uni et la France y sont; l'O.T.A.N. et son pacte y sont, et les habitants de Berlin y sont. Berlin jouit dans ce sens d'une sécurité comparable à celle dont nous jouissons tous, car nous ne pouvons séparer sa sécurité de la nôtre.

J'ai entendu déclarer que Berlin-Ouest était militairement indéfendable. Il en était de même pour Bastogne et aussi, en fait, pour Stalingrad. Tout endroit dangereux est défendable si des hommes, des hommes braves, le rendent tel.

Nous ne désirons pas le combat, mais nous avons combattu dans le passé et d'autres, en de précédentes occasions, ont commis la même erreur dangereuse de présumer que l'Ouest était trop égoïste, trop mou et trop divisé pour résister aux attentats contre la liberté dans d'autres pays.

Ceux qui menacent de déchaîner les forces de la guerre à propos du conflit de Berlin-Ouest devraient se rappeler les mots du philosophe antique : "un homme qui déchaîne la crainte ne peut être exempt de crainte".

Nous ne pouvons permettre et nous ne permettrons pas aux communistes de nous chasser de Berlin, soit petit à petit, soit par la force. Car l'accomplissement de nos engagements envers cette ville est essentiel pour le moral et la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest, pour l'unité de l'Europe occidentale et pour la confiance du monde libre tout entier. La stratégie soviétique a été longtemps axée non seulement sur Berlin mais sur la division et la neutralisation de toute l'Europe, pour nous forcer à regagner nos propres rivages. Nous devons faire face à nos engagements réitérés envers les libres habitants de Berlin-Ouest, et maintenir nos droits et leur sécurité, même devant la force, afin de préserver la confiance des autres peuples libres en notre parole et en notre résolution. La force de l'alliance dont dépend notre sécurité dépend en retour de notre volonté de faire face à nos engagements envers eux.

Aussi longtemps que les communistes persisteront à dire qu'ils sont prêts à mettre fin eux-mêmes de façon unilatérale à nos droits à Berlin-Ouest et à nos engagements envers ses habitants, nous devons être prêts à défendre ces droits et ces engagements. Nous serons à tout moment prêts à parler, si des conversations peuvent servir. Mais nous devons aussi être prêts à résister par la force, si la force est employée contre nous. Une seule de ces attitudes serait vouée à l'échec; conjuguées, elles peuvent servir la cause de la liberté et de la paix.

Les nouveaux préparatifs que nous allons faire pour défendre la paix font partie du projet à long terme de consolidation de notre force entrepris depuis janvier dernier. Ces préparatifs sont basés sur notre besoin de parer une menace mondiale, sur une base qui dépasse de beaucoup la crise actuelle de Berlin. Notre objectif primordial n'est pas la propagande ni la provocation mais la préparation.

Un premier besoin est de hâter la réalisation des objectifs militaires que les alliés de l'Atlantique Nord se sont fixés. En Europe, aujourd'hui nous ne pouvons pas moins faire. Nous investirons de plus grandes ressources encore pour atteindre ces objectifs et nous attendons de nos alliés qu'ils fassent de même.

Les mesures supplémentaires destinées à renforcer la défense que j'ai soumises au Congrès en mars et en mai nous ont d'ores et déjà acheminé vers ces objectifs et d'autres intéressant la défense. Elles comprenaient un accroissement des effectifs du corps des Marines, une amélioration de l'état de préparation de nos réserves, l'expansion de nos capacités de ponts maritimes et de ponts aériens et la fourniture accélérée des armes, munitions et autres matériels nécessaires. Pour assurer une capacité d'invulnérabilité continue à notre

force de dissuasion ou de destruction de tout agresseur, elles prévoyaient que notre missilerie serait renforcée et que cinquante pour cent de nos bombardiers B-52 et B-47 seraient mis en état d'alerte au sol pour pouvoir prendre l'air dans les quinze minutes.

Ces mesures doivent être accélérées, et d'autres encore doivent maintenant être prises. Nous devons avoir des ponts aériens et maritimes capables de transporter nos forces rapidement et en plus grand nombre dans n'importe quelle partie du monde.

Mais - et ceci est plus important encore - nous avons besoin de pouvoir placer dans n'importe quelle zone critique, au moment voulu, une force qui, combinée avec celles de nos alliés, soit assez importante pour démontrer notre résolution et notre possibilité de défendre nos droits à tout prix et pour faire face à tous les degrés de pression d'un agresseur avec tous les degrés de force qui s'imposent. Nous entendons avoir un choix plus large que l'humiliation ou l'action nucléaire totale.

S'il serait peu sage, en ce moment, soit d'appeler sous les drapeaux, soit d'envoyer à l'étranger des contingents excessifs de ces troupes avant que la nécessité s'en fasse sentir, laissez-moi cependant dire clairement que j'entends prendre, par le temps qui court, n'importe quelles mesures nécessaires pour avoir la certitude que de telles forces peuvent être déployées en temps voulu sans amoindrir notre capacité de faire face à d'autres nécessités militaires.

Je n'hésiterai donc pas, dans les jours et les mois qui viennent, à demander au Congrès des mesures additionnelles, ou à exercer tous les pouvoirs exécutifs dont je suis investi pour faire face à cette menace contre la paix. Tout ce qui est essentiel pour la sécurité de la liberté doit être fait; et si cela devait requérir plus d'hommes, d'impôts, de contrôles ou d'autres nouveaux pouvoirs, je n'hésiterai pas à les demander. Les mesures que je propose aujourd'hui seront l'objet d'un constant réexamen et modifiées selon les nécessités. Mais pas plus que nous ne laisserons la panique modeler notre politique, nous ne permettrons à la timidité de diriger notre programme.

Je prends donc maintenant les décisions suivantes :

1 - Je demanderai au Congrès, pour l'exercice budgétaire en cours, un crédit additionnel de 3 milliards 247 millions de dollars destiné aux forces armées.

2 - Pour compléter nos divisions actuelles de l'armée, et pour accroître les disponibilités en hommes en vue d'un déploiement rapide, je demande que le plafond des effectifs de l'armée fixé par la loi soit porté de 875.000 à un million d'hommes environ.

3 - Je demande un accroissement de 29.000 hommes et de 63.000 hommes des forces actives respectives de la Marine et de l'Air.

4 - Pour couvrir ces besoins de personnel, je donne l'ordre de doubler et de tripler dans les mois à venir les appels de recrues; je demande au Congrès les pouvoirs nécessaires pour rappeler à l'activité certaines unités de réserve constituées et certains réservistes à titre individuel et pour prolonger la durée du service; et, en vertu de ces pouvoirs, je me propose de rappeler à l'activité un certain nombre d'escadres aériennes de transport et d'escadres aériennes tactiques de la garde nationale aérienne, pour nous donner la capacité de ponts aériens et la protection dont nous avons besoin. D'autres forces de réserve seront rappelées en cas de besoin.

5 - Un grand nombre de bateaux et d'avions ayant atteint l'âge limite d'utilisation seront maintenus en service ou remis en activité, et viendront accroître notre puissance aérienne tactique et notre capacité de ponts maritimes, aériens, et de lutte anti-sous-marine. En outre, notre puissance aérienne stratégique sera accrue en ajournant le retrait d'activité des bombardiers B-47.

6 - Enfin, quelque 1.800 millions de dollars - soit environ la moitié du crédit total demandé - sont nécessaires pour la fourniture d'armes non nucléaires, de munitions et d'équipements.

Le détail de toutes ces demandes sera soumis demain au Congrès. Des mesures ultérieures seront prises pour faire face aux besoins ultérieurs. Des efforts comparables pour la défense commune sont en cours de discussion avec nos alliés de l'O.T.A.N. Car leurs engagements et leurs intérêts sont aussi bien précis que les nôtres.

Et permettez-moi d'ajouter que j'ai pleinement conscience du fait que de nombreuses familles américaines vont supporter le fardeau de ces demandes. Des études ou des carrières seront interrompues; des maris et des fils seront rappelés; des revenus, dans certains cas, se trouveront diminués.

Mais ce sont là des charges qui doivent être supportées si nous voulons défendre la liberté. Les Américains les ont supportées de bon gré dans le passé; et ce n'est pas aujourd'hui qu'ils se déroberont à la tâche.

Nous avons une autre grave responsabilité : reconnaître la possibilité d'une guerre nucléaire à l'âge des missiles sans que nos citoyens sachent ce qu'ils devraient faire et où ils devraient aller au cas où les bombes se mettraient à tomber, serait manquer à cette responsabilité. En mai, je me suis engagé à donner un nouvel essor à la défense civile. La semaine dernière j'ai donné, sur la recommandation du directeur de la défense civile, la responsabilité essentielle de ce programme au secrétaire à la défense pour être certain qu'il sera administré et coordonné avec nos efforts de défense continentale, à l'échelon de la plus haute autorité civile. Demain, je demanderai au Congrès de voter de nouveaux crédits pour les objectifs immédiats suivants : recenser et chiffrer dans les constructions existantes, publiques ou privées, l'espace qui pourrait servir d'abri contre les retombées radioactives en cas d'attaque ; faire dans ces abris des stocks de nourriture, d'eau, de trousse de secours d'urgence, et des objets de première nécessité indispensables à notre survie ; accroître la contenance de ces abris; améliorer notre système d'alertes aériennes et notre système de détection des retombées radioactives (y compris un système d'alerte à domicile actuellement à l'étude); et prendre d'autres mesures qui seront efficaces dans un court délai pour sauver des millions de vies, en cas de besoin.

De plus, les nouveaux bâtiments fédéraux comporteront la place nécessaire pour faire de tels abris, en plus de leur usage habituel.

En cas d'attaque, les vies des familles n'ayant pas été touchées par l'explosion ou le feu nucléaire peuvent encore être sauvées si on les avertit de trouver abri et si cet abri est disponible. Nous devons donner cette sorte de garantie de sécurité à nos familles et à notre pays. Contrairement à ce qui se passe pour nos amis d'Europe, notre besoin pour ce genre de protection est nouveau dans notre pays. Mais c'est maintenant qu'il faut commencer. Dans les mois à venir, j'espère mettre chaque citoyen à même de savoir quelles sont les mesures qu'il peut prendre sans délai pour protéger sa famille.

Je sais que vous ne désireriez pas que l'on en fît moins.

Le crédit additionnel de 207 millions de dollars affecté à la défense civile porte le total de nos nouvelles demandes relatives à la défense à 3 milliards 454 millions de dollars, et à un total de 47 milliards 5 millions de dollars pour l'année. Ceci représente une augmentation de 6 milliards de dollars du budget de la Défense depuis janvier et entraîne, selon les estimations officielles, un déficit budgétaire de plus de 5 milliards de dollars. Le secrétaire au Trésor et d'autres conseillers économiques m'assurent cependant que notre économie est capable de supporter cette nouvelle charge.

Nous nous relevons vigoureusement de la récession de l'hiver dernier. L'accroissement au cours de ce dernier trimestre de notre production nationale totale a été plus grand que celui enregistré dans toute la période de relèvement qui a suivi la guerre. Et cependant, les prix de gros sont actuellement plus bas qu'ils ne l'étaient pendant la récession et les prix à la consommation ne sont que de 0,25 % plus élevés qu'ils ne l'étaient en octobre dernier.

En réalité, ce dernier trimestre a été le premier, au cours de huit années, pendant lequel notre production a augmenté sans entraîner un relèvement de l'indice général des prix. Et pour la première fois depuis l'automne 1959, notre position or s'est améliorée et le dollar est plus apprécié à l'étranger. Ces gains, il faut le

souligner, sont obtenus avec des déficits budgétaires de beaucoup inférieurs à ceux de la récession de 1958.

Ces perspectives améliorées dans le domaine des affaires impliquent des revenus améliorés et j'ai l'intention de soumettre au Congrès, en janvier, un budget pour le prochain exercice budgétaire qui sera strictement en équilibre. Néanmoins, si une augmentation des impôts paraissait nécessaire pour parvenir à cet équilibre, par suite d'événements survenant dans les prochains mois, ou par suite d'une élévation du coût de la défense qui en découlerait, ces impôts augmentés seraient demandés en janvier prochain.

Cependant, pour pouvoir nous assurer que le déficit actuel est maintenu à un niveau de sécurité, nous devons contenir toutes les dépenses qui ne sont pas pleinement justifiées dans les crédits budgétaires demandés. Le luxe que représente la déficit actuel de nos services postaux doit prendre fin. Le coût des fournitures militaires doit être examiné avec grand soin, et, dans cet effort, je rends hommage à la coopération du Congrès. Les échappatoires fiscales que j'ai soulignées - sur les notes de frais, les revenus à l'étranger, les dividendes, les intérêts, les coopératives et autres - doivent disparaître.

Je reconnais que toute mesure relative aux ressources publiques n'est favorablement accueillie par personne, mais je suis certain que chaque Américain voudra payer sa juste part et ne pas laisser entièrement le fardeau de défendre la liberté à ceux qui portent les armes. Car nous avons hypothéqué sur cette défense notre avenir même - et nous sommes tenus de faire face à nos responsabilités.

Mais je dois souligner une fois encore que le choix ne se pose pas simplement entre résister et battre en retraite, entre l'holocauste atomique et la reddition. Notre position militaire du temps de paix est traditionnellement défensive. Mais notre position diplomatique ne doit pas l'être. Notre réponse à la crise de Berlin ne doit pas être simplement militaire ou négative. Elle doit être plus qu'une simple position d'attente. Car nous n'entendons pas laisser à d'autres le choix et le monopole du théâtre et du cadre de la discussion. Nous n'avons pas l'intention d'abandonner notre mission envers l'humanité qui est de rechercher une solution pacifique.

En tant que signataires de la Charte des Nations Unies, nous serons toujours prêts à discuter des problèmes internationaux avec toute nation et toutes les nations qui seront disposées à parler et à écouter. Si elles ont des propositions à faire et non des exigences à poser, nous les écouterons. Si elles recherchent une véritable compréhension et non des concessions quant à nos droits, nous les rencontrerons.

Nous avons précédemment indiqué que nous étions prêts à écarter tous les motifs actuels d'irritation à Berlin-Ouest, mais la liberté de cette ville n'est pas négociable. Nous ne pouvons pas négocier avec ceux qui disent "Ce qui est à moi est à moi, mais ce qui est à vous est négociable". Mais nous sommes désireux de prendre en considération tout arrangement ou traité sur l'Allemagne compatible avec le maintien de la paix et de la liberté et avec les intérêts de légitime sécurité de toutes les nations.

Nous reconnaissons les préoccupations historiques de l'Union soviétique touchant sa sécurité en Europe centrale et orientale, après une série d'invasions dévastatrices, et nous croyons que des arrangements peuvent être élaborés qui permettront de faire face à ces préoccupations et de rendre possible à la liberté comme à la sécurité de régner dans cette zone troublée.

Car ce n'est pas la liberté de Berlin-Ouest qui est "anormale" dans l'Allemagne, aujourd'hui, mais la situation dans l'ensemble de ce pays divisé. Si quelqu'un doute de la légalité de nos droits sur Berlin, nous sommes prêts à soumettre la question à une juridiction internationale. Si quelqu'un met en doute la mesure dans laquelle notre présence est désirée par le peuple de Berlin-Ouest - en comparaison avec les sentiments que les Allemands de l'Est nourrissent pour leur régime - nous sommes prêts à voir cette question soumise à un libre vote à Berlin et, si possible, au peuple allemand tout entier. Et demandons en même temps ce qu'ils en pensent aux 2 millions 1/2 de réfugiés qui ont fui le régime communiste de l'Allemagne de l'Est en "votant avec leurs pieds" pour le monde de liberté occidental.

Le monde n'est pas abusé par la tentative communiste de classer Berlin comme un foyer de guerre chaude. La paix règne aujourd'hui à Berlin. La source des troubles et des tensions du monde est à Moscou et non à

Berlin. Et si la guerre éclate, elle aura commencé à Moscou et non à Berlin.

Car le choix entre la paix et la guerre dépend largement d'eux, et non pas de nous. Ce sont les Soviétiques qui ont provoqué cette crise. Ce sont eux qui essaient d'imposer un changement. Ce sont eux qui se sont opposés à des élections libres. Ce sont eux qui ont rejeté un traité de paix pour toute l'Allemagne et les règles du droit international. Et ainsi que les Américains le savent par leur propre histoire qui s'est déroulée sur leurs anciennes frontières, les fusillades sont le fait des hors-la-loi, et non celui des défenseurs de la paix.

En bref, tandis que nous sommes prêts à défendre nos intérêts, nous devons aussi être prêts à rechercher la paix, dans de paisibles pourparlers exploratoires, dans des rencontres officielles ou privées. Nous ne voulons pas que des considérations militaires pèsent sur la pensée, soit de l'Est, soit de l'Ouest. Et M. Khrouchtchev pourrait bien s'apercevoir que son invitation adressée aux autres nations de souscrire à un traité dépourvu de signification, pourrait les amener à l'inviter, lui, à se joindre à la communauté des hommes pacifiques, à abandonner l'emploi de la force, et à respecter le caractère sacré des accords.

Tandis que tous ces efforts se poursuivent, nous ne devons pas nous laisser détourner de nos responsabilités globales, des autres dangers, des autres tâches. Si de nouvelles menaces, à Berlin ou ailleurs, devaient nous amener à réduire notre programme d'aide aux nations en cours de développement, qui subissent aussi de lourdes pressions venant de la même source, ou à arrêter nos efforts de désarmement, ou à provoquer une rupture ou un ralentissement de notre économie, ou à négliger l'éducation de nos enfants, alors ces menaces seraient certainement les plus efficaces et les moins coûteuses de l'histoire communiste. Car nous avons les moyens de faire face à tous ces efforts et à d'autres encore, mais nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas faire face à ce défi.

Et ce défi ne s'adresse pas seulement à nous. C'est un défi qui s'adresse à toute nation qui exerce sa souveraineté au nom de la liberté. C'est un défi à tous ceux qui veulent un monde de libre choix. C'est un défi particulier à la Communauté Atlantique, terre d'élection de la liberté humaine.

Nous autres, Occidentaux, nous devons agir de concert pour édifier une force militaire. Nous devons nous consulter les uns les autres plus étroitement que jamais par le passé. Nous devons formuler ensemble nos propositions de paix et travailler la main dans la main lorsqu'elles sont discutées à la table de conférence. Et nous devons ensemble partager le fardeau et les risques de cet effort.

La Communauté Atlantique, comme nous le savons, a été édiflée en réponse à des défis; défi du chaos européen de 1947, défi du blocus de Berlin en 1948, et défi de l'agression communiste en Corée, en 1950. Aujourd'hui, alors que nous sommes forts et prospères, après une décennie de progrès sans précédent, la Communauté Atlantique n'oubliera ni son histoire, ni les principes qui lui donnent son sens.

Le serment solennel que chacun de nous fait vis-à-vis de Berlin-Ouest en temps de paix ne sera pas violé en temps de danger. Si nous ne faisons pas face à nos engagements à propos de Berlin, où en serons-nous plus tard ? Si nous ne sommes pas fidèles à notre parole là-bas, tout ce que nous avons réalisé au nom de la sécurité collective, qui repose sur ces mots, ne signifierait plus rien, et s'il est entre tous un chemin qui mène à la guerre, c'est le chemin de la faiblesse et de la désunion.

Aujourd'hui la frontière de la liberté en danger passe par Berlin divisé. Nous voulons qu'elle demeure une frontière de la paix. C'est l'espoir de tous les citoyens de la Communauté Atlantique, de tous les citoyens de l'Europe orientale et, j'en suis convaincu, de tous les citoyens de l'Union soviétique. Car je ne peux pas croire que le peuple russe qui a courageusement subi des pertes énormes au cours de la seconde guerre mondiale, puisse aujourd'hui souhaiter de voir la paix renversée une fois de plus en Allemagne. Seul, le gouvernement soviétique peut faire de la frontière de la paix à Berlin un prétexte de guerre.

Les mesures dont j'ai parlé ce soir ont pour but d'éviter cette guerre. Pour tout résumer : nous recherchons la paix, mais nous ne capitulerons pas. Tel est le sens primordial de cette crise, tel est le sens de la politique de ce gouvernement.

Avec votre aide et avec l'aide de tous les hommes libres, cette crise peut être surmontée. La liberté peut prévaloir et la paix subsister.

Je voudrais terminer par une note personnelle. Quand j'ai posé ma candidature à la présidence des Etats-Unis, je savais que ce pays devait répondre à de sérieux défis, mais je ne pouvais en mesurer la gravité réelle, non plus que n'importe quel autre homme qui ne porte pas lui-même le fardeau.

Trois fois, au cours de ma vie, notre pays et l'Europe ont été impliqués dans de grandes guerres. Dans chacun des cas, de sérieuses erreurs de jugement furent faites de part et d'autre à propos des intentions de la partie adverse, erreurs qui provoquèrent de grandes dévastations. Maintenant, à l'époque thermonucléaire, toute fausse interprétation faite par l'une des parties au sujet des intentions de l'autre partie, pourrait en quelques heures provoquer plus de dévastations qu'il n'y en eut dans toutes les guerres de l'histoire réunies.

C'est pourquoi, en tant que Président et commandant en chef - et nous tous, en tant qu'Américains, passons par de sombres journées - je porterai cette responsabilité d'après la constitution pendant les 3 années et demie à venir. Mais je suis sûr que nous tous, quel que soit notre métier, ferons notre maximum pour notre pays et pour notre cause. Car nous voulons tous voir grandir nos enfants dans un pays où règne la paix et dans un monde où la liberté subsiste.

Je sais que parfois l'impatience nous gagne. Nous souhaitons quelque action immédiate qui mettrait fin à nos périls. Mais je dois vous dire qu'il n'y a pas de solution rapide et aisée. Les communistes étendent leur contrôle sur plus d'un milliard d'hommes et ils reconnaissent que si nous échouions, leur succès serait imminent. Nous devons considérer les longs jours à venir qui peuvent nous apporter, si nous sommes courageux et persévérants, tout ce que nous désirons. En ces jours et en ces semaines, je vous demande votre aide et vos conseils. Je vous demande vos suggestions quand vous estimez que nous pourrions mieux faire. Tous, je le sais, nous aimons notre pays, et nous ferons de notre mieux pour le servir. Pour faire face dans les mois qui viennent à mes responsabilités présidentielles, j'ai besoin de votre bonne volonté et de votre soutien et, surtout, de vos prières.